

Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort

Marché S242025 - Prestation de traiteur de l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort -

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Sommaire

1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1.1 LE POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.2 OBJET DU MARCHÉ	3
1.3 LIEU D'EXECUTION	3
1.4 PROCEDURE DE PASSATION.....	3
1.5 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
1.6 INTERVENANTS	4
2 STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ	5
2.1 DECOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU MARCHÉ	5
2.2 NATURE DE LA PRESTATION	6
2.3 PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE	6
2.4 ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE	6
3 DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXECUTION.....	7
3.1 DURÉE DU MARCHÉ	7
3.2 RECONDUCTION ANTICIPÉE	7
3.3 PRESTATIONS SIMILAIRES	7
4 PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
4.1 PRIX DU MARCHÉ	7
4.2 CONDITIONS DE PAIEMENT	10
5 RÉALISATION DES PRESTATIONS	12
5.1 CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS ⁴	12
5.2 VÉRIFICATION DES PRESTATIONS	12
5.3 CLAUSE DE REEXAMEN	14
6 OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	14
7 LITIGES ET SANCTIONS	16
8 REPORTING	18
9 FIN DU MARCHÉ	18
10 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	19

1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 LE POUVOIR ADJUDICATEUR

L'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) est un établissement public d'enseignement et de recherche sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire. Elle se répartit sur deux sites géographiquement distincts :

Site de Maisons-Alfort 7, avenue du General de Gaulle 94700 Maisons-Alfort	Site de Goustranville Goustranville 14430 Dozulé
--	--

1.2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : la réalisation de prestations « traiteurs » pour les besoins de l'EnvA à l'occasion de sessions de formation, cérémonies officielles réunions diverses et de prestations accessoires liées à la restauration.

Le marché est alloti de la façon suivante :

- Lot n°1 : Prestations de pauses-déjeuner/ accueil matin/ pause gourmande et prestations exceptionnelles – Site de Maisons-Alfort
- Lot n°2 : Prestations de plateaux-repas et prestations de snack – Site de Maisons-Alfort
- Lot n°3 : Prestations de cocktails et assimilés – Site de Maisons-Alfort
- Lot n°4 : Prestations de buffet – Site de Maisons-Alfort
- Lot n°5 : Prestations d'accueil matin- petit-déjeuner/pauses gouter et autres – Site de Goustranville
- Lot n°6 : Prestations de plateaux-repas et buffets – Site de Goustranville
- Lot n°7 : Prestations de cocktails et assimilés - Site de Goustranville

Chacun des lots fait l'objet d'un marché séparé. Les candidats peuvent présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

La description détaillée des prescriptions techniques figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

1.3 LIEU D'EXECUTION

Le présent marché concerne les deux sites.

1.4 PROCEDURE DE PASSATION

☒ La procédure applicable est une procédure adaptée, passée en application des articles R.2123-1 à R.2123-6 du Code de la commande publique.

1.5 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G-F.C.S., les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

1.5.1 Pièces particulières :

Les pièces, qui régissent la réalisation des prestations, sont énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction dans le contenu des pièces, cet ordre prévaut.

Le Titulaire déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les clauses.

- L'acte d'engagement (AE),
- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) pour chaque lot,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières,
- Le cadre de réponse technique pour chaque lot,
- Les éventuelles mises au point et/ ou les éventuels avenants,
- Les actes de sous-traitance agréés postérieurement à la notification du marché.

1.5.2 Pièces générales :

- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (ci-après C.C.A.G-F.C.S.),
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent au présent marché,
- L'ensemble des normes en vigueur qui s'appliquent au présent marché

Cette liste n'est pas exhaustive.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G-F.C.S., la notification du marché comprend uniquement une copie de l'acte d'engagement.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

1.6 INTERVENANTS

Au sens du présent document :

- le pouvoir adjudicateur est l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) qui conclut le marché avec son titulaire ;

- l'EnvA est représentée par le Directeur de l'Etablissement ;
- le titulaire est le prestataire, qui conclut le marché avec l'EnvA.

2 STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ

2.1 DECOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU MARCHÉ

☐ La forme retenue pour l'exécution du marché est ordinaire.

Les prestations seront réglées à prix forfaitaire, en application des prix mentionnés à l'annexe à l'acte d'engagement, la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

☒ La forme retenue pour l'exécution du marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique, sans minimum et avec un maximum établi de la manière suivante :

N° de lot	Minimum annuel (en hors taxes)	Maximum annuel (en hors taxes)
Lot 1 : prestations de pauses-déjeuner/ accueil matin/ pause gourmande et prestations exceptionnelles – site de Maisons-Alfort	0 €	140 000 €
Lot 2 : prestations de plateaux repas et snacking – site de Maisons-Alfort	0 €	30 000 €
Lot 3 : prestations de cocktails et assimilés – site de Maisons-Alfort	0 €	25 000 €
Lot 4 : prestations de buffets froids et chauds – site de Maisons-Alfort	0 €	40 000 €
Lot 5 : prestations de pauses-déjeuner/ accueil matin/ pause gourmande – site de Goustranville	0 €	15 000 €
Lot 6 : prestations de plateaux repas et buffets froids et chauds - site de Goustranville	0 €	15 000 €
Lot 7 : prestations de cocktails et assimilés – site de Goustranville	0 €	7 000 €

2.2 NATURE DE LA PRESTATION

Les prestations relèvent d'un marché de services courants.

2.3 PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- code service
- Lieu, date et durée prévisionnelle de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au marché,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maximaux de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser. Les prestations objet des bons de commande ne peuvent avoir une durée supérieure à 3 mois après la date de fin d'exécution du marché.

En cas d'envoi par courrier électronique, le titulaire doit accuser réception dans un délai maximum de 48 heures par mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

2.4 ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE

Après émission d'un bon de commande, l'EnvA peut en interrompre l'exécution, il en informe le titulaire par mail ou téléphone.

Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution

ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

3 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

3.1 DUREE DU MARCHE

Le marché est passé pour une durée d'un an, renouvelable tacitement par période d'un an, trois fois, sans excéder la durée totale de 4 ans. La non-reconduction annuelle de l'accord-cadre s'effectuera deux mois, avant la date anniversaire de la notification du marché. La durée du marché court à compter de sa date de notification ou à une date ultérieure mentionnée à l'attribution.

3.2 RECONDUCTION ANTICIPEE

Si le montant maximum est atteint (ou sur le point d'être atteint et que le montant disponible restant ne permet pas d'émettre une nouvelle commande) avant la fin de la durée de validité de la période d'exécution considérée, le pouvoir adjudicateur peut, le cas échéant, notifier au titulaire une reconduction anticipée du marché.

3.3 PRESTATIONS SIMILAIRES

En application des dispositions de l'article R2122-7 du CCP, l'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire un ou plusieurs marchés complémentaires ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

4 PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1 PRIX DU MARCHE

4.1.1 Nature des prix

Les prix du marché sont unitaires.

4.1.2 Variation des prix

Les prix du marché sont fermes la première année. A partir de la 2ème année, les prix du marché sont révisables annuellement, à la hausse comme à la baisse, à la date anniversaire du marché par application de la formule de variation.

Le prix est ferme pour la première année et révisable pour les 3 années suivantes.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à la réalisation de la prestation.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

La révision de prix sera faite à l'initiative du prestataire. Il devra transmettre impérativement les

prix unitaires révisés au plus tard 15 jours avant la fin de la période en cours, au-delà de cette période la révision ne sera pas acquise.

Les prix unitaires sont révisables annuellement à la date anniversaire de la reconduction du marché par application de la formule suivante:

$$P = P_o * [0,15 + 0,45 (ICHT-I / ICHT-I_0) + 0,40 (FSD3/FSD30)]$$

P étant le prix révisé

P₀ étant le prix initial indiqué à l'acte d'engagement

FSD3 étant la valeur de l'indice des frais et services divers connue au moment de la révision annuelle du prix ;

FSD30 étant la valeur de l'indice des frais et services connue au moment du dépôt des offres (décembre 2025) ;

ICHT-I étant la valeur de l'indice du coût horaire de travail de l'hébergement et de la restauration connue au moment de la révision du prix et publié au bulletin mensuel de la statistique de l'INSEE ;

ICHT-I₀ étant la valeur de l'indice du coût horaire de travail de l'hébergement et de la restauration connues au moment du dépôt des offres (décembre 2025) ; et publié au bulletin mensuel de la statistique de l'INSEE.

Les prix de l'accord-cadre sont ajustés par référence à l'indice trimestriel publié sur le site internet de l'INSEE www.insee.fr « Indices des prix production des services français aux entreprises françaises (BtoB)

- Services de traiteurs - CPF 56.21 - Base 2025 (identifiant 010766558) ».

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées. En cas de révision, un nouveau B.P.U. modifié conformément à l'alinéa précédent, est adressé par le titulaire à la personne publique avant l'application des nouveaux prix.

Du simple fait de cette communication, les documents sont considérés comme certifiés conforme par le titulaire. Ce bordereau constitue, une fois pour toutes, la pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire, postérieurement à cette transmission, afférentes aux prestations fournies au titre du marché, jusqu'à la date d'application d'un nouveau tarif.

La proposition de révision des prix est remise obligatoirement contre récépissé, par le titulaire au pouvoir adjudicateur ou est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception postal, moyennant un préavis de 15 jours avant la date prévue pour l'application de la révision.

Le tarif pris en considération est celui qui est en vigueur le jour de l'émission du document de commande, à la condition que ce tarif ait été notifié au pouvoir adjudicateur et confirmé par celui-ci.

L'entrée en vigueur des prix révisés doit faire l'objet d'un accord exprès du pouvoir adjudicateur formalisée par tous moyens y compris par la seule notification électronique du B.P.U. par le pouvoir adjudicateur.

L'absence de demande de révision dans ce calendrier aura pour conséquence le maintien de l'offre initiale ou du prix précédemment révisé.

4.1.3 Contenu des prix

Les prix du marché comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au marché ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, de réchauffage, assurance, manutention, de transport, et de débarrassage ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Prix promotionnels :

Le titulaire du présent marché s'engage à informer et à faire bénéficier des prix des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées pendant la période contractuelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application du BPU.

4.1.4 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Lors du paiement des acomptes le fait générateur est réputé intervenir lors de l'expiration de la période de décompte correspondant.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

4.1.5 Clause butoir

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent accord cadre si l'augmentation moyenne des prix sur l'ensemble de l'année est supérieure de 5 % du prix retenu dans l'avis de notification puis à la date anniversaire du marché.

4.2 CONDITIONS DE PAIEMENT

4.2.1 Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant d'un bon de commande est supérieur à 7 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance passe à 10% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

4.2.2 Périodicité des paiements :

La facturation est faite à l'exécution complète. Le prix est payé après service fait.

4.2.3 Adresse de remise des demandes de paiement :

Le règlement du montant du marché s'effectuera sur présentation de facture sous forme dématérialisée, sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Les factures dématérialisées adressées à l'École nationale vétérinaire d'Alfort doivent comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'ENVA en tant que destinataire de la facture : 199 406 083 00014 ;
- Le code service indiqué sur le bon de commande ;

Le numéro d'engagement est nécessaire et sera indiqué sur chaque bon de commande émis.

Toute facture non conforme à ces dispositions sera retournée au titulaire, le délai de paiement débutera à compter de la réception d'une demande de paiement conforme.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro¹, dédié à la préparation à la facturation électronique. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique ;

En plus des mentions légales, la facture devra comporter les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le numéro SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ;
- La date du marché ;
- Le numéro de marché ;
- Le numéro du bon de commande ;

- Le nom du projet ;
- La quantité et les références des fournitures ou prestations ;
- Le montant HT des fournitures livrées ou prestations exécutées ;
- Le montant TTC en euros des fournitures livrées ou des prestations exécutées ;
- La date, la référence et le numéro du bon de commande ou de l'ordre de service le cas échéant ;
- La date de la livraison effective ou de l'exécution effective.

L'absence de ces références entraînera automatiquement l'impossibilité pour le titulaire de déposer sa facture sur le portail.

Par ailleurs, des références erronées voire fantaisistes feront l'objet d'un recyclage de la part du service facturier dépense à savoir un retour de la facture vers le titulaire.

En cas de groupement solidaire :

En application de l'article 12.1.1 du CCAG, en cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

4.2.4 Délai de paiement :

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

Le délai de paiement peut être interrompu en application des articles R2192-27 à R2192-30 du code de la commande publique.

5 RÉALISATION DES PRESTATIONS

5.1 CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS⁴

5.1.1 Conditions d'exécution des prestations :

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour que les prestations commandées soient exécutées dans le strict respect des CCAP et CCTP, des bons de commande et les plannings d'intervention joints, le cas échéant à ces bons de commandes.

Le titulaire signalera au représentant du Pouvoir adjudicateur, toute difficulté de nature à retarder ou compromettre la bonne exécution des prestations commandées. Ainsi, par dérogation aux articles 3.7.2 et 3.8.2 du CCAG/FCS, s'il estime que les prescriptions d'un bon de commande des observations de sa part, il doit les notifier au Pouvoir adjudicateur dans un délai de 8 jours à compter de la date de réception du bon de commande sous peine de forclusion.

5.1.2 Garantie de continuité des prestations :

Le titulaire s'engage à ce que son personnel et celui de ses sous-traitants chargés de la réalisation des prestations prévues au marché disposent d'un niveau de formation et de qualification adapté aux exigences du marché. En conséquence le titulaire doit :

- Constituer des équipes de personnels formés et compétents ;
- S'engager à sonder continuellement la qualité de son service auprès de l'EnvA.

Le titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses équipes pendant toute la durée du marché. Si le taux de rotation du personnel du titulaire exécutant les prestations lui apparaît excessif, l'acheteur peut demander la justification et les actions proposées afin d'en réduire le caractère excessif.

En cas d'absence, de départ ou de manque avéré de compétences d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le titulaire doit en informer l'acheteur et prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Dans le cas où le titulaire fait intervenir un stagiaire, celui-ci doit disposer d'une convention de stage avec le titulaire et une structure diplômante ainsi que d'un maître de stage désigné. Pour la réalisation des prestations les salariés du titulaire demeurent sous la seule autorité et le pouvoir hiérarchique de leur employeur. L'acheteur ne peut en aucun cas se substituer au titulaire qui doit assumer l'ensemble de ses responsabilités et obligations d'employeur. À ce titre, le titulaire communique à l'acheteur l'identité du responsable hiérarchique des salariés qui réalise les prestations prévues au contrat.

5.2 VERIFICATION DES PRESTATIONS

5.2.1 Niveau d'obligation prévu au marché :

Du fait de l'objet du marché le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-

ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au marché. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au marché.

5.2.2 Opérations de vérification des services :

Le Pouvoir adjudicateur pourra effectuer tous les contrôles quantitatifs et qualitatifs qu'il estimera nécessaires suite à la réalisation des prestations par le titulaire.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, le Pouvoir adjudicateur n'avisera pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications qu'il jugera nécessaire d'effectuer. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec le Pouvoir adjudicateur pour obtenir ces informations afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

Le représentant de l'EnvA procède, de façon aléatoire à un contrôle quantitatif et qualitatif des prestations commandées.

Contrôle quantitatif : chaque prestation reçue doit comporter l'inventaire exact de son contenu.

L'acheteur pourra contrôler la quantité livrée et la quantité indiquée sur le devis du titulaire.

Contrôle qualitatif : l'acheteur pourra contrôler la conformité des prestations livrées avec les spécifications du présent marché. En particulier, les représentants de l'EnvA peuvent, à tout moment et sans en référer au titulaire, procéder à tous les contrôles jugés nécessaires en vue de vérifier la conformité des prestations et des modalités d'exécution aux clauses de l'accord-cadre, notamment en ce qui concerne le contrôle hygiénique et sanitaire, le contrôle des mesures de sécurité, le contrôle des prix, du tri des déchets et de leur valorisation, le respect de l'introduction des produits issus de l'agriculture biologique, de l'agriculture raisonnée, des produits locaux et du commerce équitable.

En cas de non-conformité des prestations, l'acheteur peut :

- Demander un remplacement des prestations rejetées dans des délais compatibles avec la tenue de l'événement ;
- Demander une réfaction sur le prix des prestations ;
- Appliquer les pénalités et les sanctions prévues au présent CCAP.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire. Après exécution des opérations de vérification, la réception est prononcée, si le résultat des vérifications est satisfaisant par la signature du bon de livraison ou de l'état remis au titulaire sous réserve des vices cachés.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG/FCS, le Pouvoir adjudicateur prendra sa décision d'admission des prestations, sans condition de délai.

5.2.3 Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

5.3 CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier les conditions d'exécution de l'accord-cadre dans les cas suivants :

- Modification des prix existants : Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.
- Changement de dénomination du Titulaire ;
- Changement de coordonnées bancaires.

6 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1.1 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G, le titulaire doit justifier à la notification du marché, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

6.1.2 Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du marché et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;

Si nécessaire, il sera procédé aux modifications ci-dessus sans qu'il soit besoin de recourir à

un avenant.

6.1.3 Obligation de vigilance

1) Lors de l'attribution et avant la notification du marché, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

2) Lors de l'attribution et avant la notification du marché, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

6.1.4 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du marché sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du marché sont à la charge de l'acheteur.

6.1.5 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché après acceptation du sous-traitant par l'acheteur et agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux dispositions des articles L2193-10 et R 2193-9 du Code de la commande publique.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (modèle de formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale. Le sous-traitant devra également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Conformément aux articles R.2193-3 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire apporte la preuve qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC. Quand le sous-traitant n'a pas le droit au paiement direct, le maître d'ouvrage n'accepte

pas non plus de délégation de paiement à son profit.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au marché et du respect de toutes les autres obligations du marché. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du marché.

La modification de l'acte spécial n'entraîne de conséquence ni sur le droit au paiement direct, ni sur le montant de la créance dont dispose le sous-traitant à l'égard du pouvoir adjudicateur, si aucune modification de la convention entre le titulaire et le sous-traitant dans le même sens n'est intervenu.

7 LITIGES ET SANCTIONS

Pour les pénalités, le CCAP déroge à aux articles 14.1 et suivant du CCAG mentionné comme suivant :

Pénalité pour retard dans l'heure de livraison	Le respect de l'heure de livraison est un élément important de l'exécution de la prestation. L'heure arrêtée dans la demande initiale et reprise dans le bon de commande devra donc être respectée. Lorsque l'horaire contractuel de démarrage de la prestation fixé au bon de commande est dépassé du fait du titulaire, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 30 € par tranche de quinze (15) minutes de retard.
Pénalité pour absence de livraison	En cas de non-livraison, le pouvoir adjudicateur peut exécuter la prestation auprès d'un autre titulaire de l'accord-cadre ou d'un autre opérateur économique et ce au frais du titulaire ayant fait défaut. Une pénalité sera appliquée en complément des frais facturés. Elle sera de 10% HT du montant de la commande initialement commandée et non livrée.
Pénalité pour manquement à l'obligation de réponse	En cas de non-réponse de la part d'un titulaire du contrat à une demande de devis, il encourt une pénalité forfaitaire de 150 € sans mise en demeure. Cette pénalité est majorée de 100 € pour chaque nouveau manquement.
Pénalité pour mauvaise exécution	<p>Pour chaque manquement constaté dans le service, la propreté du personnel et la tenue de la vaisselle, des pénalités pourront être appliquées.</p> <p>Cette pénalité étant <u>subjective</u>, un contradictoire sera obligatoirement réalisé avant d'aborder le contenu de ces pénalités.</p> <ul style="list-style-type: none">- Pour un service mal exécuté, la pénalité forfaitaire appliquée est de 10% de la commande à partir de 30 euros de prestations exécutées- Pour la propreté du personnel, cela concerne 15 € pour une constatation personnelle de service (maitre d'hôtel) non soigné ou désagrément répétitif d'un chargé de manutention (le désagrément répétitif est entendu, après de multiple répétition du client au fournisseur des problèmes réalisés lors de nombreuses prestations).- La pénalité pour vaisselle impropre à son utilisation sera à 5 euros par vaisselle sale constatée par le pouvoir adjudicateur.

Pénalité pour non remise en état des lieux	Pour certaines prestations, le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements dans les lieux d'interventions des différents services. En cas de non remise en état des locaux ou emplacements après exécution des prestations dans le délai prévu, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150 €.
Pénalité pour défaillance	En cas de défaillance totale du titulaire, sur un bon de commande qu'il avait préalablement accepté, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire de cent pour cent (100 %) du montant du bon de commande.
Pénalité pour non reprise du matériel	Pour certaines prestations, le titulaire est tenu de retirer le matériel le jour même de la prestation ou le lendemain (après accord sur l'heure de retrait avec l'acheteur). En cas de non reprise du matériel après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 30 € par jour.
Pénalité pour non-respect des règles de sécurité et pour comportement inapproprié du personnel du titulaire	En cas de non-respect des règles de sécurité et pour comportement inapproprié du personnel du titulaire une pénalité forfaitaire de 100 € par constat sera appliquée
Pénalité pour non-respect des prescriptions sanitaires et de la législation en la matière	En cas de non-respect des prescriptions sanitaires et de la législation en la matière, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 700 €.
Pénalité pour non transmission de la fiche explicative	En cas de non transmission de la fiche explicative (ou autre support), comportant les informations relatives à la composition des menus et la provenance des produits, une pénalité forfaitaire de 30 € pourra être appliquée au titulaire.
Pénalité pour produits livrés non conformes aux échantillons	Si les produits livrés ne sont pas conformes aux échantillons présentés par le titulaire dans le cadre de la remise des offres, qu'il y a un défaut de qualité ou que la saisonnalité des produits est non respectée, il sera déduit du montant de la facture, une réfaction égale au maximum à 30 % du montant de la commande.
Pénalité pour non présentation aux réunions	En cas de non présentation à une réunion organisée (plan de progrès...), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 400 €.
Pénalité pour non-conformité au plan de progrès	Le non-respect des stipulations du plan de progrès autorise l'acheteur, après en avoir constaté les manquements, à mettre en œuvre des pénalités d'un montant de 15 € par jour, encourues à partir de la date d'application dudit plan. La course des pénalités est interrompue par la remise au bénéfice de l'acheteur d'un engagement formel du titulaire à se conformer au plan. Elle peut être réenclenchée si la prestation qui suit cet engagement s'avère à nouveau non conforme, et ce jusqu'à obtention de la conformité.
Pénalité pour absence de présentation des allergènes	En cas d'absence de présentation du document des allergènes pour les prestations demandées, le titulaire se réserve le droit d'émettre une pénalité forfaitaire de 25 €.
Pénalité non-respect de la variété indiquée dans l'offre du titulaire	Pénalité, si à minima sur 2 jours d'affilés, le pouvoir adjudicateur constate une absence de variété, une pénalité de 10% sera appliquée du prix du bon de commande.
Pénalité pour retard dans la remise du reporting ou de remise d'un reporting erroné ou incomplet	En cas de retard dans la remise du reporting ou de remise d'un reporting erroné ou incomplet au regard des exigences définies au présent article, une pénalité forfaitaire de 100 € par jour de retard prévue à l'article 8.1 du présent CCAP sera appliquée.

Pénalité pour perte de badge	Pour toute perte de badge constatée par le pouvoir adjudicateur, une pénalité forfaitaire de 50 € sera appliquée
Pénalité pour défaut de déclaration de sous-traitants	Le titulaire pourra encourir pour chaque manquement à l'obligation de déclaration préalable d'un sous-traitant, une pénalité forfaitaire de 500 € par infraction constatée.
Pénalité pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé	En cas de non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé, le titulaire subit une pénalité s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise. Le montant des pénalités est, au plus, égal à 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, 8224-2 et 8224-5 du code du travail.

8 REPORTING

Pour les lots 1, 2, 5 et 6, un reporting annuel est prévu par le titulaire. Celui-ci s'engage à le produire en amont de la réunion annuelle de plan de progrès. Il doit être livré 2 mois avant la réunion de plan de progrès pour les prestations passées durant le court de l'année. Ce document de reporting présentera à minima :

- Le nombre de prestations livrées et les sommes dépensées par services ;
- L'évolution des performances environnementales réalisées par le titulaire ;
- Le taux de satisfaction global des utilisateurs/ acheteurs qui se base sur la qualité de la prestation, la variété réalisée, la fréquence des incidents signalés (*ceux-ci sont calculés par tout moyens : extranet, revue en physique, par mail ou courriel*)

C'est un document nécessaire à l'établissement de ce plan de progrès.

9 FIN DU MARCHÉ

9.1.1 Résiliation du marché

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général le pouvoir adjudicateur ne versera aucune indemnité au titulaire du lot.

9.1.2 Garanties

Par dérogation à l'article 33 du CCAG, les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

10 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le CCAP déroge :

Par son article	A l'article du CCAG-FCS	OBJET
1.5	4.1 et 4.2.1	Pièces contractuelles
5.1.1	3.7.2 et 3.8.2	Obligations générales des parties
5.2.2	28	Déroulement des opérations de vérification
5.2.2	30	Admission, ajournement, réfaction et rejet
6.1.1	9.2	Assurances
7.1	14.1.1 et 14.1.3	Pénalités
9.1.1	42	Résiliation du marché
9.1.2	33	Garantie